

# Pourquoi l'AP-HM coûte-t-elle si cher ?

Avec 1,2 milliard d'€ de budget (1,5 milliard pour les Hospices Civils de Lyon), 350 millions de déficit cumulé (dont 37 millions cette année), l'AP-HM coûte cher. Très cher. À cela, de nombreuses raisons, bonnes et mauvaises.

- **Les coûts de fonctionnement.** Éclatée en 4 sites, en partie vétustes (Nord, Timone, Conception, Sud), sur une ville deux fois plus étendue que Paris, l'AP-HM dépense près de 30% de plus que les autres CHU. D'autant que le Centre hospitalier universitaire (CHU) phocéén conserve à sa charge les frais de sécurité incendie de 2 immeubles de grande hauteur (Timone, Hôpital Nord).

- **Les malades insolubles.** L'hôpital ne se fout pas de la charité. Les soins délivrés aux "pauvres" -sans papiers, sans ressources- coûtent 25 millions d'euros par an à l'AP-HM, soit 5% de ses recettes. Dans un rapport de 2010, la Chambre régionale des comptes relevait que 22% des hospitalisés à Marseille - plus d'un malade sur 5 - étaient en difficulté financière, voire en situation d'insolvabilité.

- **Les pathologies complexes.** Toutes les études le montrent : moins on est riche, plus on est malade. Les pauvres se font moins suivre médicalement, souffrent donc de pathologies plus graves et arrivent à l'hôpital plus tard pour des séjours plus longs. Du coup, les dépenses engagées dépassent largement le montant des actes standard qui sont remboursés par la Sécu. À l'inverse, le secteur privé, très fortement implanté à Marseille (plus de la moitié des lits), se concentre sur les actes standard et rémunérateurs comme la chirurgie ambulatoire.

- **L'indemnité de résidence.** Un quart du déficit annuel est le résultat d'une injustice réglementaire. L'AP-HM verse à tous ses agents une indemnité pour compenser la cherté de la vie à Marseille. Cette charge représente 8 millions d'€ par an. Mais contrairement aux hôpitaux parisiens, l'AP-HM ne bénéficie pas en contrepartie d'une réévaluation de ses tarifs Sécu. Résultat : la masse

salariale est automatiquement plombée de 0,8% par rapport aux autres hôpitaux. L'IGAS a souligné cette injustice. Mais le ministère, jusqu'à présent, n'a rien voulu entendre.

- **La dette.** 1,1 milliard d'euros c'est abyssal. Mais l'essentiel de cet endettement a

été contracté dans les années 2000, avec l'aval du ministre de l'époque, Jean-François Mattei, pour engager la nécessaire restructuration du CHU. Les syndicats réclament aujourd'hui l'annulation de cette dette. Ajoutons que par malheur (ou imprudence), 70 millions de ces emprunts sont toxiques : le coût des intérêts a tout récemment flambé avec la hausse du franc suisse...

- **Le clientélisme.** FO le reconnaît : "il a pu exister, par le passé, des embauches de colleurs d'affiches". Mais, assure le syndicat (et l'ancien directeur général lui-même), "tout cela est terminé". Quoi qu'il en soit réellement, ces recrutements clientélistes continuent à peser sur le fonctionnement des services. Le comportement de certains brancardiers, par exemple, a été visé dans le dernier rapport de l'IGAS. Mais les abus existent à tous les étages. On se souvient du dispenseux "service culturel" de huit personnes mis en place par Jean-Paul Segade (et dirigé par son épouse). Globalement, chaque directeur général nomme des collaborateurs... qui restent en poste après son départ. 53 directeurs pour l'AP-HM, (13 de plus en 2 ans), est-ce vraiment nécessaire ? **S.MA.**



Des coûts de structure très élevés, notamment pour les IGH Nord et Timone.

## Un préavis de grève attend la nouvelle directrice

La ministre de la Santé Marisol Touraine l'a appris lundi de la bouche de Jean-Claude Gaudin : un préavis de grève a été déposé par l'Intersyndicale de l'AP-HM, qui attend toutefois de rencontrer la nouvelle directrice, Mme Geindre (qui arrivera mardi prochain) pour décider d'enclencher ou pas le mouvement. En attendant, les agents hospitaliers marseillais sont appelés à participer massivement à la journée nationale de manifestation interprofessionnelle du 9 avril.

Dans un courrier adressé hier à La Provence, André Saccoccio, représentant des usagers au conseil de surveillance de l'AP-HM, estime que "les usagers se doivent d'être solidaires de l'ensemble des acteurs professionnels de l'AP-HM et doivent le faire savoir eux aussi. Nous déplorons la désinvolture du gouvernement à notre égard et les dispositions qui sont prises pour réduire les dépenses de façon tellement drastique que l'hôpital pourrait être amené à fermer des lits et à réduire à Marseille l'offre publique de soins."